

PREFECTURE DE L'INDRE

Direction des actions interministérielles
Eau de l'environnement et du cadre de vie

ARRETE n° 97-E-1422 du 18 JUIN 1997

autorisant le directeur de la Sté des MALTERIES FRANCO SUISSES à étendre et à restructurer l'établissement qu'il exploite rue des Alouettes, à ISSOUDUN

LE PREFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages ;

Vu la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et en particulier les rubriques 167C, 2160.1, 2225, 2920.2a, 2910.A2 (2260, 2450, , 2920.2b) ;

Vu la circulaire ministérielle n° 1230 du 21 mars 1983 fixant les prescriptions d'ordre technique applicables aux malteries ;

Vu les arrêtés préfectoraux n°85 E 2665 du 20 novembre 1985 et n° 89 E 1531 du 27 juillet 1989 autorisant la Sté des Malteries Franco Suisses à exploiter une usine de fabrication de malt à ISSOUDUN ;

Vu la demande présentée par le Directeur des MALTERIES FRANCO SUISSES en vue d'être autorisé à étendre et à restructurer l'établissement qu'il exploite rue des Alouettes à ISSOUDUN, son projet incluant la construction d'un silo, d'une unité de fabrication, d'un local de tempe et de boisseaux d'expédition ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée à la mairie d'Issoudun du 17 février au 18 mars 1997 ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Vu l'avis émis par le Commissaire enquêteur le 24 mars 1997 ;

Vu les avis émis par les chefs des services techniques consultés lors de l'instruction et la demande ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 14 Mai 1997 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 30 mai 1997 ;

Vu la communication du projet d'arrêté fait à l'exploitant le 2 juin 1997 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er - La STE MALTERIES FRANCO SUISSES dont le siège social est à ISSOUDUN 74 rue des Alouettes, est autorisée à exploiter sur le site d'ISSOUDUN son usine de fabrication de malt sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

La présente autorisation est accordée pour l'exercice des activités suivantes :

1°- au regard de la nomenclature des installations classées :

N° de rubrique nomenclature	Désignation de l'activité	Capacité maximale	Classement
2225	malterie	135 000 T/an	A
2160.1	silos de stockage	47 000 m ³	A
167.c	fabrication granules à partir des déchets d'orges	8500 T/ an	A
2920.2a	installations de réfrigération	2 685 KW	A
2920.2b	Installation de compression	140 KW	D
2910.A21	chaufferie	30 MW	A
2260.2	Installation de criblage, de nettoyage, de trituration d'orge	190 KW	D
2450	Atelier de reproduction graphique sur matières plastiques par flexographie	0.5 kg d'encre/jour	NC

A : Autorisation

D : Déclaration

NC : Non classable

2°- au regard de la loi sur l'eau :

1.1.0	prélèvement d'eau en nappe souterraine	4800 m ³ /j unitaire) au débit global de 200 m ³ /h à partir de 2 forages (100 m ³ /	A
-------	--	---	---

ARTICLE 3 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

3.1. - Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation

Les installations doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ni ne peuvent être à l'origine des dangers ou inconvénients visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

3.2. - Modification des installations

Tout projet de modification, extension ou transformation des installations doit, avant réalisation être porté à la connaissance de Monsieur le Préfet accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

Toute production nouvelle doit faire l'objet avant mise en oeuvre, d'une étude visant à réduire au maximum les rejets d'effluents liquides ou gazeux, à limiter la production de déchets, à améliorer leur concentration pour faciliter leur traitement ou leur destruction, à limiter les émissions de bruit et de vibrations ainsi que les risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels, de réfection des ateliers et des modifications de production, à diminuer au maximum les consommations d'énergie, de matières premières et d'eau de l'établissement.

3.3. - Déclaration des incidents et accidents

Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devront être déclarés dans les meilleurs délais, outre aux sapeurs-pompiers et à la mairie d'ISSOUDUN, à l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

3.4. - Prévention des dangers et nuisances

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenue par les prescriptions du présent arrêté devra être immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

3.5. - Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations devront comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à garantir en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

3.6. - Arrêtés types

Les installations relevant des rubriques 2920, 2260 et 2450 seront aménagées et exploitées conformément aux prescriptions générales édictées respectivement dans les arrêtés-types 361, 89 et 238, sauf dispositions contraires reprises dans le présent arrêté.

3.7. - Insertion dans le paysage

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

ARTICLE 4 - PREVENTION DES POLLUTIONS

4.1. - Prévention de la pollution de l'eau

- Alimentation en eau du site

Les eaux utilisées proviennent :

- du réseau de distribution public d'eau potable pour les eaux sanitaires et de consommation,
- de deux forages réalisés sur le site pour les eaux de procédé.

Prélèvements et consommation d'eau

Limitation d'eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Prélèvements

Les débits d'eau provenant des deux forages sont limités à 100 m³/h sur chaque ouvrage.

Les travaux nécessaires à l'entretien des forages et des moyens de pompage ne doivent pas créer de pollutions.

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un clapet anti retour et d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif doit être relevé journalièrement. Les résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.

Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface, ou de mise en communication d'aquifères distincts notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement par des matériaux inertes, de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

La réalisation de tout nouveau forage, la mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées avant sa réalisation.

- Rejets

Sont interdits tous déversements, écoulement, rejets dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et

réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz toxiques ou inflammables.

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales.

Le volume d'effluent rejeté sur 24 heures consécutives ne devra pas dépasser 3107 m³, correspondant à une production journalière maximale de 580 T de malt. Une bache tampon sera construite afin de limiter le débit maxi du rejet dans le réseau public (la convention de rejet avec la ville d'Issoudun fixera le débit en question).

Sans préjudice des conventions de déversement (art. L 35.8 du Code de la Santé Publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites suivantes :

- dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :
 - . pH 5.5 - 8.5 (9.5 en cas de neutralisation chimique)
 - . température < 30° C
- tous les effluents rejetés dans le réseau d'assainissement raccordé à une station d'épuration ne devront pas dépasser les seuils suivants :
 - . matières en suspension (NFT 90-105) 600 mg/l
 - . DCO (sur effluent brut) (NFT 90-101) 2000 mg/l
 - . DBO5 (sur effluent brut) (NFT 90-103) 800 mg/l
 - . Hydrocarbures (NFT 90-114) 10 mg/l

Dispositions de mesure et de prélèvement

Dans le cadre de la mise en place d'un programme d'auto-surveillance des rejets l'exploitant installera à demeure, les dispositifs adéquats de mesure de débit et de prélèvement. Ces dispositifs seront soumis préalablement à l'agrément de la Collectivité, du Délégué et de l'Agence Loire-Bretagne.

Le canal de comptage sera équipé d'un déversoir normalisé (AFNOR X 10.311).

Surveillance des rejets

Autosurveillance

L'établissement est responsable de la surveillance de la conformité de tous ses rejets.

A - Eaux industrielles

L'établissement mettra en place, sur les rejets d'eaux industrielles, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivants :

Paramètre	Fréquence
Volume	journalière
Débit	en continu
pH	mensuelle
DBO5	mensuelle
DCO	mensuelle
MEST	mensuelle
NTK	mensuelle

PT Métaux lourds : Cadmium, chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium, Zinc	mensuelle tous les 5 ans pour tous les métaux
--	--

Les mesures de concentration seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C). Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement, les résultats d'analyse seront transmis à l'Inspection des Installations Classées accompagnés des commentaires appropriés.

Par ailleurs, l'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

La surveillance doit être réalisée au point de rejet dans le réseau public, avant mélange avec d'autres effluents.

B - Eaux admissibles au réseau d'eaux pluviales

- Les eaux pluviales collectées sur les aires étanches doivent transiter par un débourbeur déshuileur avant rejet au réseau public. Le dimensionnement de ce dispositif doit être effectué selon les règles de l'art. Il doit être régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.
- les eaux usées issues de l'équipement sanitaire seront collectées et dirigées vers le réseau d'eaux usées qui aboutit à la station d'épuration de la ville d'ISSOUDUN.
- le rejet direct ou indirect d'eaux résiduelles dans une nappe souterraine est interdit.
- des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident ou d'incident, déversement de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel. Leur évacuation doit se faire sans dilution dans les conditions prévues ci-dessus. A défaut, elles doivent être éliminées dans les installations autorisées à cet effet.

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilée : l'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

4.2. - Prévention des bruits et vibrations

Les installations doivent être exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Tous les travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage sont interdits entre 20 heures et 7 heures.

Les véhicules de transport et les matériels de manutention utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la législation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si l'utilisation exceptionnelle est réservée à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les établissements relevant de la loi sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont applicables.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en référence aux indications suivantes qui fixent les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles. (Mesure du niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A exprimé en décibels : leq en dBA).

Points de contrôle	Type de zone	Niveaux limites en dBA		
		de jour 7 h à 20 h	Intermédiaires 6 h à 7 h 20 h à 22 h dimanches jours fériés	Nuit 22 h à 6 h
Tous points en limite de propriété	Zone suburbaine activités industrielles	60	55	50

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieur à :

- 5 dBA pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30 sauf dimanches et jours fériés.
- 3 dBA pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit constatés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation doit rester inférieure à la valeur fixée ci-dessus : -

- en tous points de l'intérieur des locaux riverains habités par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées.

Transport et transvasement

L'exploitant s'assure que les transporteurs et collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport, de transvasement, ou de chargement.

En application du principe de proximité, l'exploitant limite le transport des déchets en distance et en volume.

Registre

L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement.

A cet effet, un registre sur lequel sont rapportées les informations suivantes est tenu à jour :

- natures et quantités de déchets produits (en distinguant les déchets d'emballage),
- noms des entreprises assurant les enlèvements de déchets,
- noms des entreprises assurant le traitement,
- adresse du centre de traitement, mode d'élimination,
- les termes du contrat de cession passé avec l'exploitant agréé ou l'intermédiaire déclaré pour les déchets d'emballage. Le contrat mentionnera la nature et les quantités de déchets d'emballage pris en charge.

Ce registre est mis, à sa demande, à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.

Traitements internes

En l'absence d'autorisation préfectorale tout traitement, prétraitement par voie physico-chimique, par incinération ou toute mise en décharge sont interdits.

Huiles usagées

Les huiles usagées sont éliminées conformément au Décret du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées et aux textes subséquents.

4.4. - Prévention de la pollution de l'air

1°) Dépoussiérage des rejets à l'atmosphère

L'air des rejets collecté dans les conditions mentionnées à l'article 5.3, paragraphes 4, 5 et 6 devra faire l'objet d'un dépoussiérage.

A cet effet, tout sera mis en oeuvre pour supprimer ou limiter les émissions de poussières par les divers appareils (balances, trieurs, calibreurs, nettoyeurs, polisseurs, vis, tuyauteries de transport...).

2°) Limitation des émissions diffuses de poussières

Les aires de chargement et déchargement seront aménagées et exploitées de manière à limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement.

3°) Les tourailles seront conçues, aménagées et exploitées de manière à limiter les émissions de poussières à l'atmosphère lors des déchargements.

4°) Les installations de dépoussiérage seront aménagées et disposées de manière à ce que les mesures de contrôle d'émission soient effectuées dans de bonnes conditions.

Ces installations feront l'objet de contrôles réguliers de leur bon état de fonctionnement.

5°) L'ensemble des installations ne devra pas être à l'origine d'odeurs gênantes pour le voisinage.

ARTICLE 5 - PREVENTION DES RISQUES

5.1. - Gestion de la prévention des risques

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

5.2. - Installation de combustion

Les installations de combustion seront implantées dans des locaux non soumis au risque de dégagement de poussières.

Les installations de combustion seront équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975.

Les portes des locaux renfermant les installations de combustion devront s'ouvrir vers l'extérieur.

Le local chaufferie sera convenablement ventilé et les portes d'entrée et sortie seront au nombre de deux et installées dans deux directions au moins.

Un détecteur de gaz avec pilotage d'une vanne de coupure d'alimentation gaz sera mis en place.

5.3. - Installations de réfrigération

Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés seront disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle, les gaz puissent être évacués au dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage. La ventilation sera assurée de manière à ce qu'il ne puisse pas subsister de poche de gaz à l'intérieur des locaux.

Si nécessaire, l'établissement sera muni de masques de secours efficaces en nombre suffisant.

5.4. - Prévention des risques liés au stockage et à la manipulation

Les prescriptions du présent article visent les bâtiments et locaux dans lesquels il est procédé à des manipulations à sec des grains (silos, ateliers de dégermage...).

1°) Distance d'éloignement des silos

La distance d'éloignement des nouveaux silos par rapport à toute installation fixe occupée par des tiers sera au moins égale à 1.5 fois la hauteur des silos ; cette distance ne sera néanmoins pas inférieure à 50 mètres.

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

2°) Stockage des poussières et radicules

Les poussières et radicules, ainsi que les produits résultant de traitements (granulation...) de ces dernières seront stockées dans des silos extérieurs aux silos de stockage des grains de distincts de ces derniers.

Les silos de stockage des granulés provenant du traitement des poussières et radicules seront équipés de sondes de température ou de moyens de détection d'incendie.

3°) Prévention des risques de propagation d'un sinistre éventuel

Les silos seront conçus et aménagés de manière à limiter la propagation d'un sinistre éventuel (incendie ou explosion).

Les structures porteuses seront réalisées en matériaux incombustibles de résistance au feu d'au moins deux heures.

La charge combustible potentielle sera au besoin fractionnée.

Les aires de chargement et de déchargement des grains seront extérieures aux silos.

4°) Limitation des émissions de poussières à l'intérieur des silos et de la malterie

Les appareils à l'intérieur desquels il sera procédé à des manipulations à sec des grains (pesage, nettoyage, triage, dégermage...) devront être conçus et aménagés de manière à émettre le minimum de poussières dans les ateliers. (bonne étanchéité des appareils ou légère dépression par rapport à l'ambiance des ateliers).

Toutes les sources émettrices de poussières devront être munies de dispositifs d'aspiration et de canalisation de l'air poussiéreux.

Cette mesure vise, en outre, les jetées des élévateurs et des transporteurs dans les silos.

L'air ainsi collecté devra, avant rejet à l'atmosphère faire l'objet d'un dépoussiérage dans les conditions prévues à l'article 4.4

L'usage de transporteurs "ouverts" ne sera autorisé que si leur vitesse est inférieure à 3.5 mètres par seconde. L'exploitant veillera de plus à éviter des courants d'air trop importants au-dessus de ce type de transporteurs.

5°) Ventilation des cellules des silos

Le rejet direct à l'atmosphère de l'air utilisé pour la ventilation des cellules de grains ne pourra se faire que sous réserve du respect des caractéristiques minimales énoncées à l'article 4.4.

Dans le cas contraire, l'air subira un dépoussiérage et les rejets se feront dans les conditions prévues à l'article 4.4.

6°) Aires de chargement et déchargement des grains

Les aires de chargement et déchargement des grains seront suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive. Elles seront périodiquement nettoyées.

Si ces installations sont munies de dispositifs de captation de l'air poussiéreux, le rejet à l'atmosphère se fera dans les conditions prévues à l'article 4.4.

7°) Nettoyage des locaux et des installations exposées aux poussières

L'ensemble des locaux et installations exposés aux poussières sera conçu de manière à éviter les "pièges à poussières", tels que : surfaces planes (en dehors des sols), revêtements muraux ou sols rugueux, enchevêtrement de tuyauteries, coins reculés difficilement accessibles lors des nettoyages.

L'accès autour de tous les appareils sera suffisant pour permettre d'effectuer aisément les nettoyages.

Tous les ateliers seront débarrassés des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines.

La fréquence des nettoyages sera fixée sous la responsabilité de l'exploitant.

En aucun cas la quantité de poussières déposées sur le sol d'un atelier ne devra être supérieure à 50 g/m² sur une surface qui aura été définie, en accord avec l'inspecteur des installations classées, comme étant représentative de l'état de l'atelier.

L'inspecteur des installations classées pourra faire procéder, sur la surface précédemment définie, à des mesures de retombées de poussières, de manière à vérifier le respect de la valeur limite fixée ci-dessus.

Les frais résultant de ces mesures seront à la charge de l'exploitant.

Le nettoyage des ateliers sera réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ce matériel devra présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires à un fonctionnement en atmosphère explosive.

8°) Surveillance des conditions de stockage des grains dans les silos

L'exploitant devra s'assurer que les conditions de stockage des grains en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

La température des céréales dans les cellules sera maîtrisée ou contrôlée en permanence et toute élévation anormale de la température devra pouvoir être signalée.

9°) Elimination des corps étrangers contenus dans les grains

Un tamis sera installé sur les fosses de réception des aires de déchargement des grains. La maille sera calculée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.

Après pesage les grains seront débarrassés de tous corps étrangers (métaux, pierres...) risquant de provoquer des étincelles lors de chocs ou de frottements.

10°) Installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières

Les installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières devront être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980).

11°) Mise à la terre des installations exposées aux poussières

Les appareils et masses métalliques exposés aux poussières devront être mise à la terre et, si besoins est, reliés par des liaisons équipotentielles.

La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art.

Ces mesures visent notamment :

- les cellules métalliques des silos ;
- les appareils de pesage, nettoyage, triage, calibrage, dégermage... des grains ;
- les équipements de transport par voie pneumatique ;
- les poulies d'entraînement des élévateurs et transporteurs ;
- les équipements de chargement et déchargement des grains.

La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur.

Les matériaux constituant les appareils en contact avec les grains (bandes de transporteurs, sangles d'élévateurs, canalisations de transport pneumatique...) devront être suffisamment conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

12°) Suppression des sources d'inflammation dans les installations exposées aux poussières

Aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne pourra être maintenu ou apporté même exceptionnellement dans les installations exposées aux poussières, que celles-ci soient en marche ou à l'arrêt, en dehors des conditions prévues au paragraphe 15 ci-après.

Les sources d'éclairage fixes ou mobiles devront être protégées par des enveloppes résistantes au choc.

Les centrales de production d'énergie, en dehors des installations de compression seront extérieures aux silos.

Des installations de compression pourront éventuellement être mises en place à l'intérieur du silo, à la condition qu'elles soient installées dans un local isolé.

13°) Prévention et détection de dysfonctionnements des appareils exposés aux poussières

Les organes mécaniques mobiles seront protégés contre la pénétration des poussières (roulements et paliers étanches ...) convenablement et périodiquement lubrifiés et vérifiés.

La température des organes mobiles risquant de subir des échauffements sera périodiquement contrôlée.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et transporteurs sera contrôlé tous les mois.

Les élévateurs, transporteurs, moteurs... devront être équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement, en particulier :

- les arbres des poulies de queue des élévateurs et transporteurs seront équipés d'appareils de contrôle de la vitesse de rotation ;
- les moteurs électriques de puissance supérieure à 15 KW seront équipés de dispositifs de contrôle de leur bon fonctionnement ou de disjoncteurs ;
- les élévateurs et transporteurs seront équipés de détecteur de bourrage ;
- tout incident de fonctionnement devra pouvoir être signalé immédiatement.

L'exploitant dressera une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines ...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il sera précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.

14°) Maintenance et entretien des appareils exposés aux poussières

Pour chacun des appareils l'exploitant dressera une liste précisant la fréquence et la nature des opérations de maintenance et d'entretien à effectuer.

15°) Consignes de sécurité

Les silos devront être équipés d'appareils de communication permettant au personnel de signaler tout incident au responsable d'exploitation.

L'exploitant établira les consignes de sécurité que le personnel devra respecter, ainsi que les mesures à prendre (évacuation, arrêt des machines...) en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement en des lieux fréquentés par le personnel.

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

Lorsque les travaux auront lieu dans une zone présentant des risques importants celle-ci devra être à l'arrêt et avoir été débarrassée de toutes poussières.

Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

Tout incident grave, ou accident devra être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées, à qui l'exploitant remettra dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident, ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait.

16°) Intervention des services d'incendie et de secours

Les bâtiments et leurs abords seront aménagés et disposés de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours sur les tourailles ainsi qu'en tout point intérieur ou extérieur au silo.

Les éléments d'information nécessaires à de telles interventions (emplacement des bouches d'incendie, colonnes sèches, coupures d'énergie gaz, ...) seront matérialisées sur les sols et bâtiments de manière apparente.

Les schémas d'intervention seront revus à chaque modification de la construction ou du mode de gestion de l'établissement.

17°) Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement sera pourvu du matériel nécessaire de lutte contre l'incendie. Le matériel et son implantation seront définis en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'exploitant établira, en liaison avec les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées, un plan d'intervention en cas de sinistre.

ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

1°) Dispositions complémentaires à prendre en cas d'incident grave ou d'accident

La consigne de sécurité prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'explosion établie en application de l'article 5-4, paragraphe 15 sera diffusée à tous les membres du personnel d'intervention de l'établissement.

Ces derniers sont périodiquement entraînés à l'application de cette consigne. Il sera procédé à, au moins, un exercice par an.

En cas d'incendie ou d'explosion susceptible d'entraîner des projections sur la voie ferrée ou la RN 151, il sera immédiatement fait application des dispositions de consignes spécifiques suivantes :

- la consigne commune SNCF/Maltries Franco-Suisses qui fixe les obligations de chacune des parties et en particulier une priorité d'alerte de la SNCF Gare d'ISSOUDUN en cas d'explosion de silos côté voie ferrée (application également s'il y a lieu de la procédure caténaire pour permettre aux pompiers d'utiliser leurs lances sans risque d'électrocution).

- une consigne RN 151 définissant, en cas d'explosion susceptible d'entraîner des projections sur la RN 151, les dispositions à prendre pour la circulation avec en particulier la mise en application de l'un des dispositifs suivants :

- . déclenchement par le personnel de l'établissement d'un signal lumineux (feu rouge clignotant) installé à demeure et pouvant être testé régulièrement.
- . envoi immédiat de personnel pour réalisation d'une ronde de sécurité (et arrêt éventuel de la circulation).

2°) Un poteau d'incendie sera installé par la ville d'Issoudun à l'entrée principale de l'établissement rue des Alouettes (délai de réalisation : 6 mois).

L'exploitant procédera dans les meilleurs délais à la remise en état des robinets d'incendie armés défectueux.

Afin de permettre une évacuation rapide des bâtiments, l'exploitant matérialisera les cheminements intérieurs.

Le plan d'évacuation sera réactualisé.

Dans la tour d'accès à la partie haute des silos, il sera installé une colonne sèche de Ø 65 mm dont l'extrémité supérieure présentera 2 prises de Ø 40 mm et une prise de Ø 65 mm.

L'établissement se dotera d'un système d'alarme sonore fixe distinct des autres signaux sonores utilisés dans l'établissement audible de tout point du bâtiment pendant le temps nécessaire à l'évacuation.

Les travaux relatifs aux prescriptions des trois derniers points devront être réalisés pour le 31 décembre 1997.

3°) Après réalisation des aménagements d'isolations phoniques envisagés, l'exploitant fera effectuer un contrôle des niveaux sonores afin de s'assurer du respect des seuils réglementaires.

4

°) Sur le réseau eau potable raccordé à la ville, un appareil disconnecteur sera installé en aval du comptage. Cet appareil devra être déclaré auprès des services de la D.D.A.S.S.

ARTICLE 7 - ABROGATION

Les arrêtés préfectoraux n° 85 E 2665 du 20 novembre 1985 et n° 89 E 1531 du 27 juillet 1989 sont abrogés. Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles prescrites dans les arrêtés précédents.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS DIVERSES

1°) Contrôle

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de

mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

2°) Changement d'exploitant

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

3°) Modification ou transfert des installations

Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

En outre, tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

4°) Délais et voies de recours

Les prescriptions du présent arrêté sont imposées sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de recours étant expressément réservés à ces derniers pour les dommages qui pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

"DELAÏ ET VOIE DE RECOURS" (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement) la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours est de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

5°) Prescriptions complémentaires pouvant être fixées ultérieurement par l'administration

L'administration se réserve en outre le droit de prescrire ultérieurement, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, toute modification que le fonctionnement ou la transformation de la dite exploitation rendrait nécessaire dans l'intérêt de la salubrité publique, et ce, sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

6°) Information du public

Un avis énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une ampliation de l'arrêté est déposée en mairie, sera affichée à la mairie d'Issoudun et insérée par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Un extrait de l'arrêté sera affiché en permanence et de façon visible par le pétitionnaire dans l'enceinte de l'exploitation.

ARTICLE 9 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire d'Issoudun et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation
Le Directeur Délégué,

J. NAUDET

Pour le PRÉFET
en fonction
Le Secrétaire Général

Signé : Michel SPILLEMAEKER